

COMMISSION PARITAIRE  
DES GRANDES ENTREPRISES DE VENTE AU DETAIL

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 9 JUIN 1999  
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 16 JUIN 1997  
FIXANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE REMUNERATION

**CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION**

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail.

**CHAPITRE II - DISPOSITIONS DE MODIFICATION**

Article 2 - L'article 14 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

**"Article 14 - Les barèmes des rémunérations mensuelles minimums sont fixés comme le montrent les tableaux en annexe. Le barème des rémunérations mensuelles minimum sera augmenté de 500 F le 1er juillet 1999 et de 500 F le 1er juillet 2001 et ce, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates."**

Article 3 - L'article 16 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 16 -

§ 1er - Les rémunérations mensuelles minimums des employés **de moins de 21 ans** se calculent sur la base des rémunérations mensuelles minimums des employés de 21 ans et plus de la catégorie dans laquelle les intéressés sont classés; elles sont réduites selon l'âge suivant les montants mentionnés au tableau ci-après :

20 ans : - 500 F  
19 ans : - 1 000 F  
18 ans : - 1 500 F  
17 ans : - 4 000 F  
16 ans : - 5 000 F

Ces montants forfaitaires ne sont pas rattachés à l'indice des prix à la consommation.

§ 2 - Les rémunérations mensuelles minimums des employés de moins de 21 ans se présentent comme suit, en regard de l'indice 121,48 pivot de la tranche de stabilisation 119,10 - 123,91 :

Ages	Première catégorie F	Deuxième catégorie F	Deuxième catégorie bis - F	Troisième catégorie F	Quatrième catégorie F	Cinquième catégorie F
20 ans	41 959	44 322	44 883	46 189	50 217	56 515
19 ans	40 959	43 822	44 383	45 689	49 717	56 015
18 ans	40 459	43 322	43 883	45 189	49 217	55 515
17 ans	37 959	42 822	41 383	42 689	46 717	53 015
16 ans	36 959	39 322	40 383	41 689	45 717	52 015

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

07-07-1999

081099

N°

52505 / 60/311

Au 1er juillet 1999 et au 1er juillet 2001, les rémunérations mensuelles minimums des employés de moins de 21 ans sont augmentées de 500 F et ce, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates."

Article 4 - L'article 17 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 17 — Les employés bénéficient, dès l'âge de vingt et un ans, de la totalité de la rémunération mensuelle minimum prévue à l'embauche de la catégorie dans laquelle ils se trouvent classés. Les rémunérations mensuelles minimums de départ sont fixées comme suit en regard de l'indice 121,48, pivot de la tranche de stabilisation 119,10 - 123,91:

41 959 F pour la première catégorie;  
44 322 F pour la deuxième catégorie;  
45 383 F pour la deuxième catégorie bis;  
46 689 F pour la troisième catégorie;  
50 717 F pour la quatrième catégorie;  
57 015 F pour la cinquième catégorie.

Au 1er juillet 1999 et au 1er juillet 2001, ces rémunérations mensuelles minimums de départ sont augmentées de 500 F et ce, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates.

La progression du barème de rémunérations en fonction de l'ancienneté commence à évoluer dès le moment où ils ont atteint l'âge de départ tel qu'il est fixé à l'article 13."

Article 5 - L'article 20 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 20 - Les vendeurs travaillant seuls dans un petit magasin soit de deuxième catégorie, soit de troisième catégorie, dont la rémunération est totalement ou partiellement variable, bénéficient de la rémunération mensuelle minimum de leur catégorie.

Cette rémunération mensuelle minimum est fixée comme suit à vingt et un ans en regard de l'indice 121,48, pivot de la tranche de stabilisation 119,10-123,91 : 45 048 F en deuxième catégorie ; 45 715 F en troisième catégorie.

Au 1er juillet 1999 et au 1er juillet 2001, cette rémunération mensuelle minimum est augmentée de 500 F et ce, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates.

L'équivalent en argent des avantages en nature est incorporé dans le montant de la rémunération mensuelle minimum fixée ci-avant.

Pour cette catégorie de vendeurs, la rémunération mensuelle minimum n'est plus liée à la progression du barème de rémunérations de leur catégorie."

Article 6 - L'article 24 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 24 -

- En octobre 1997 une prime unique et non-récurrente de 7 000 F sera payée;
- En octobre 1998 une prime unique et non-récurrente de 3 000 F sera payée;

Ces primes seront payées aux travailleurs sous contrat de travail le mois de paiement, suivant les modalités et conditions pour le paiement du double pécule de vacances ( au prorata des prestations effectives et assimilées).La période de référence est la période de 12 mois précédant le paiement.

En octobre 1998, les barèmes mensuels et les salaires mensuels réellement payés sont augmentés de 300 F.

Au premier juillet 1999 les barèmes et les salaires réellement payés sont augmentés de 500 F.

Au premier juillet 2001 les barèmes et les salaires réellement payés sont augmentés de 500 F."

Article 7 - L'article 25 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/CO/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 25 - Les salaires horaires minimums des ouvriers sont établis en fonction d'un âge de départ fixé à vingt et un ans.

Ils sont fixés comme suit, en regard de l'indice 121,48, pivot de la tranche de stabilisation 119,10-123,91 :

295,60 F pour la première catégorie;  
301,50 F pour la deuxième catégorie;  
314,40 F pour la troisième catégorie;  
334,85 F pour la quatrième catégorie;  
366,70 F pour la cinquième catégorie;  
387,55 F pour la sixième catégorie.

Au 1er juillet 1999 et au 1er juillet 2001, les salaires horaires minimums des ouvriers sont augmentés de 3,3 F et ce, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates."

Article 8 - L'article 26 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 26 -

§ 1er - Les salaires horaires minimums des ouvriers de moins de 21 ans se calculent sur la base des salaires horaires minimums des ouvriers de 21 ans et plus de la catégorie dans laquelle les intéressés sont classés; ils sont réduits selon l'âge suivant les montants mentionnés au tableau ci-après :

20 ans : - 3,20 F  
19 ans : - 6,40 F  
18 ans : - 9,60 F  
17 ans : - 25,65 F  
16 ans : - 32,05 F

Ces montants forfaitaires ne sont pas rattachés à l'indice des prix à la consommation.

§ 2 - Les rémunérations horaires minimums des ouvriers mineurs d'âge se présentent comme suit, en regard de l'indice 121,48 pivot de la tranche de stabilisation 119,10 - 123,91.

Ages	Première catégorie	Deuxième catégorie	Troisième catégorie	Quatrième catégorie	Cinquième catégorie	Sixième catégorie
------	--------------------	--------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------

	F	F	F	F	F	F
20 ans	292,40	298,30	311,20	331,65	363,50	384,35
19 ans	289,20	295,10	308,00	328,45	360,30	<b>381,15</b>
18 ans	286,00	291,90	304,80	325,25	357,10	<b>377,95</b>
17 ans	269,95	<b>275,85</b>	288,75	309,20	<b>341,05</b>	361,90
16 ans	263,55	269,45	<b>282,35</b>	302,80	334,65	<b>355,50</b>

Au 1er juillet 1999 et au 1er juillet 2001, les salaires horaires minimums des ouvriers de moins de 21 ans sont augmentés de 3,3 F par heure, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates."

Article 9 - L'article 27 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 27 -

- En octobre 1997 une prime unique et non-récurrente de 7 000 F sera payée;
- En octobre 1998 une prime unique et non-récurrente de 3 000 F sera payée;

Ces primes seront payées aux travailleurs sous contrat de travail le mois de **paiement**, suivant les modalités et conditions pour le paiement du double pécule de vacances. La période de référence est la période de 12 mois précédant le paiement.

En octobre 1998, les barèmes horaires et les salaires horaires réellement payés sont augmentés de 1,90 F.

Au premier juillet 1999 les barèmes horaires et les salaires réellement payés sont augmentés de 3,3 F.

Au premier juillet 2001 les barèmes horaires et les salaires réellement payés sont augmentés de 3,3 F.

Article 10 - L'article 33 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 33 - Les travailleurs sous contrat de travail à temps plein, bénéficient d'un revenu minimum mensuel moyen égal aux montants suivants, en regard de l'indice 121,48, pivot de la tranche de stabilisation 119,10 - 123,91 :

21 ans et plus : 43 507 F  
 20 ans : 42 040 F  
 19 ans : 39 528 F  
 18 ans : 37 059 F  
 17 ans : 34 570 F  
 16 ans : 31 661 F

Au 1er juillet 1999 et au 1er juillet 2001, ces montants sont augmentés de 500 F (21 ans et plus), 485 F (20 ans), 455 F (19 **ans**), 425 F (18 ans), 395 F ( 17 ans) ou 365 F (16 ans) et ce, indépendamment des tranches d'indice en vigueur à ces dates.

Pour les travailleurs occupés à temps partiel, le revenu minimum mensuel moyen, tel qu'évalué à l'alinéa précédent, est calculé proportionnellement à la durée hebdomadaire des prestations de travail."

17

Article 11 - L'article 46 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 46 - Chaque travailleur, s'il satisfait aux conditions et modalités prévues à l'article 48, peut obtenir une interruption de carrière pour raisons familiales, conformément aux articles 100 et suivants de la loi du 22 janvier 1985. Pour les travailleurs appartenant aux catégories I, II, IIbis et III prévues au Chapitre II - Classification de cette convention collective de travail, le droit à l'interruption de carrière ne doit pas être motivé par des raisons familiales.

Par raisons familiales, il y a lieu d'entendre :

- l'éducation d'un descendant en bas âge qui fait partie du ménage,
- la maladie grave ou l'accident impliquant une immobilisation de longue durée d'un descendant en ligne directe, du conjoint, d'un ascendant en ligne directe, soit vivant sous le même toit, soit vivant seul et résidant en Belgique.

Cette interruption de carrière doit permettre au travailleur de s'occuper lui-même de cette personne, lorsqu'il n'a pas d'autre possibilité.

Le droit à l'interruption de carrière ne doit en aucun cas être octroyé aux travailleurs qui ne s'engagent pas à s'abstenir de toute activité salariée ou indépendante durant leur interruption de carrière.

La durée de l'interruption de carrière est de six mois minimum (trois mois en cas de prolongation du congé postnatal) et de 5 ans maximum.

Le travailleur en interruption de carrière doit être remplacé par un travailleur qui répond aux conditions imposées par la législation susmentionnée relative à l'interruption de carrière."

Article 12 - L'article 58 de la convention collective de travail du 16 juin 1997 fixant les conditions de travail et de rémunération, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (enregistrée sous le numéro 46 782/co/311) est modifiée par le texte suivant :

"Article 58 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1997 et est conclue à durée indéterminée, sauf en ce qui concerne les articles 46 alinéa 2, 47, 48 et 49 qui sont conclus à durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2001.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires par lettre recommandée adressée au Président de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail, qui sort ses effets trois mois après sa réception."

### CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Article 13 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er juillet 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être revue ou dénoncée à la demande de la partie la plus diligente moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée à la poste au Président de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail et aux organisations signataires.

PARITAIR COMITE VOOR DE GROTE KLEINHANDELSZAKEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 9 JUNI 1999  
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 16 JUNI 1997 TOT  
VASTSTELLING VAN DE ARBEIDS- EN  
LOONVOORWAARDEN

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

*Artikel 1* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken.

HOOFDSTUK II - WIJZIGINGSBEPALINGEN

*Artikel 2* - Artikel 14 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

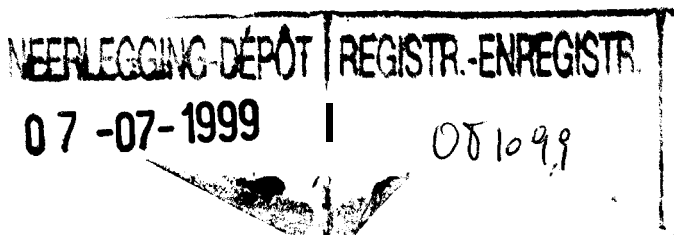
**"De schaal der maandelijks minimumlonen wordt vastgesteld zoals bepaald in de tabellen in bijlage. De schaal der maandelijks minimumlonen wordt op 1 juli 1999 verhoogd met 500 Fr. en op 1 juli 2001 verhoogd met 500 Fr., ongeacht de op die momenten geldende indexcijfers"**

*Artikel 3* - Artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/CO/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 16 - § 1 - De minimummaandlonen van de bedienden jonger dan 21 jaar worden berekend op basis van de minimum maandlonen van de bedienden ouder dan 21 jaar van de catégorie waarin de betrokkenen worden gerangschikt; zij worden verminderd naargelang de leeftijd volgens de bedragen vermeld in navermelde tabel :

20jaar : 500 fr.  
19 jaar : 1.000 fr.  
18 jaar : 1.500 fr.  
17jaar : 4.000 fr.  
16jaar : 5.000 fr.

Deze forfaitaire bedragen worden niet gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.



52505 / 60/311

§ 2 - De minimummaandlonen van de bedienden jonger dan 21 jaar zien er als volgt uit tegenover het indexcijfer 121,48 spil van de stabilisatieschijf 119,10 - 123,91:

Leeftijden	Eerste catégorie .fr.	Tweede catégorie fr.	Tweede catégorie bis fr.	Derde catégorie fr.	Vierde catégorie fr.	Vijfde catégorie fr.
20 jaar	41 959	44 322	44 883	46 189	50 217	56 515
19 jaar	40 959	43 822	44 383	45 689	49 717	56 015
18 jaar	40 459	43 322	43 883	45 189	49 217	55 515
17 jaar	37 959	42 822	41 383	42 689	46 717	53 015
16 jaar	36 959	39 322	40 383	41 689	45 717	52 015

Op 1 juli 1999 en op 1 juli 2001 worden de minimummaandlonen van de bedienden jonger dan 21 jaar telkens verhoogd met 500 Fr. en **opongeacht** de op die momenten **geldende indexschijven.**"

*Artikel 4* - Artikel 17 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 17 - Vanaf de leeftijd van eenentwintig jaar genieten de bedienden het volledige minimummaandloon voorzien bij de aanwerving in de catégorie waarin zij worden gerangschikt. De minimum aanvangsmaandlonen worden als volgt vastgesteld, tegenover het indexcijfer 121,48 spil van de stabilisatieschijf 119,10 - 123,91 :

41 959 fr. voor de eerste catégorie;  
44 322 fr. voor de tweede catégorie;  
45 383 fr. voor de tweede catégorie bis;  
46 689 fr. voor de derde catégorie;  
50 717 fr. voor de vierde catégorie;  
57 015 fr. voor de vijfde catégorie.

Op 1 juli 1999 en op 1 juli 2001 worden deze minimumaanvangsmaandlonen telkens verhoogd met 500 Fr. ongeacht de op die momenten geldende indexschijven.

De opklimming in de loonschaal in functie van de anciënniteit vangt aan vanaf het ogenblik dat zij de aanvangsleeftijd hebben bereikt, zoals in artikel 13 wordt bepaald."

*Artikel 5* - Artikel 20 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 20 - De verkopers die alleen werken in een kleine winkel, hetzij van de tweede catégorie, hetzij van de derde catégorie, waarvan het loon geheel of gedeeltelijk veranderlijk is,

genieten de waarborg van het minimummaandloon van hun categorie.

Dit minimummaandloon wordt als volgt vastgesteld op eenentwintig jaar, tegenover het indexcijfer 121,48, spil van de stabilisatieschijf 119,10 - 123,91 : 45 048 fr. in de tweede categorie ; 45 715 fr. in de derde categorie.

Op 1 juli 1999 en op 1 juli 2001 wordt dit minimumloon telkens verhoogd met 500 Fr. ongeacht de op die momenten geldende **indexschijven**.

De tegenwaarde in geld van de voordelen in natura maakt deel uit van het hierboven vastgesteld minimummaandloon.

Voor deze categorie van verkoper is het minimummaandloon niet meer gebonden aan de opklimming in de loonschaal van hun categorie."

*Artikel 6* - Artikel 24 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote **kleinhandelszaken** (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Artikel 24 -

- In oktober 1997 zal een eenmalige en niet terugkerende premie van 7 000 fr. betaald worden.
- In oktober 1998 zal een eenmalige en niet terugkerende premie van 3 000 fr. betaald worden.

Deze premies worden betaald aan de werknemers die tijdens de maand van betaling verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst met hun werkgever, volgens de modaliteiten en voorwaarden voor de betaling van het dubbel vakantiegeld (prorata volgens effectieve en gelijkgestelde prestaties). Als referentieperiode geldt evenwel de période van 12 maanden voorafgaand aan de betaling.

In oktober 1998 worden de maandweddeschalen en de werkelijk betaalde wedden verhoogd met 300 fr.

Op 1 juli 1999 worden de maandweddeschalen en de werkelijk betaalde wedden verhoogd met 500 fr.

Op 1 juli 2001 worden de maandweddeschalen en de werkelijk betaalde wedden verhoogd met 500 fr."

*Artikel 7* - Artikel 25 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken



(geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 25 - De **minimumuurlonen** van de werklieden worden bepaald in functie van een **aanvangsleeftijd** vastgesteld op eenentwintigjaar.

Zij worden als volgt vastgesteld, tegenover het indexcijfer 121,48, spil van de stabilisatieschijf 119,10 - 123,91 :

295,60 fr. voor de eerste catégorie;  
301,50 fr. voor de tweede catégorie;  
314,40 fr. voor de derde catégorie;  
334,85 fr. voor de vierde catégorie;  
366,70 fr. voor de vijfde catégorie;  
387,55 fr. voor de zesde catégorie.

Op 1 **juli** 1999 en op 1 **juli** 2001 worden de **minimumuurlonen** van de werklieden verhoogd met 3,3 Fr. ongeacht de op die momenten geldende **indexschijven.**"

*Artikel 8* - Artikel 26 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote **kleinhandelszaken** (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 26 - § 1 - De minimumuurlonen van de werklieden van minder dan 21 jaar, worden berekend op basis van de minimumuurlonen van de werklieden van meer dan 21 jaar van de catégorie waarin de **betrokkenen** worden **gerangschikt**; zij worden **verminderd** naargelang de **leeftijd** volgens de bedragen vermeld in de navermelde tabel:

20jaar : - 3,20 fr.  
19 jaar : - 6,40 fr.  
18jaar : - 9,60 fr.  
17jaar : - 25,65 fr.  
16jaar : - 32,05 fr.

Deze forfaitaire bedragen worden **niet gekoppeld** aan het indexcijfer van de **consumtieprijzen**.

§ 2 - De minimumuurlonen van de werklieden van minder dan 21 jaar zien er **als volgt** uit tegenover het indexcijfer 121,48 spil van de stabilisatieschijf 119,10 - 123,91

Leeftijden	Eerste catégorie fr.	Tweede catégorie fr.	Derde catégorie fr.	Vierde catégorie fr.	Vijfde catégorie fr.	Zesde catégorie fr.
20 jaar	292,40	298,30	311,20	331,65	363,50	384,35
19 jaar	289,20	295,10	308,00	328,45	360,30	381,15
18 jaar	286,00	291,90	304,80	325,25	357,10	377,95
17 jaar	269,95	275,85	288,75	309,20	341,05	361,90
16 jaar	263,55	269,45	282,35	302,80	334,65	355,50

**Op 1 juli 1999 en op 1 juli 2001 worden de minimumuurlonen van de werklieden van minder dan 21 jaar telkens verhoogd met 3,3 fr. per uur ongeacht de op die momenten geldende indexschijven."**

*Artikel 9* - Artikel 27 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

**"Artikel 27 -**

- In oktober 1997 zal een eenmalige en niet terugkerende premie van 7 000 fr. betaald worden.
- In oktober 1998 zal een eenmalige en niet terugkerende premie van 3 000 fr. betaald worden.

Deze premies worden betaald aan de werknemers die tijdens de maand van betaling verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst met hun werkgever, volgens de modaliteiten en voorwaarden voor de betaling van het dubbel vakantiegeld. Als referentieperiode geldt evenwel de periode van 12 maanden voorafgaand aan de betaling.

In oktober 1998 worden de uurlonen en de werkelijk betaalde lonen verhoogd met 1,90 fr. per uur.

Op 1 juli 1999 worden de uurloonschalen en de werkelijk betaalde uurlonen verhoogd met 3,3 fr.

Op 1 juli 2001 worden de uurloonschalen en de werkelijk betaalde uurlonen verhoogd met 3,3 fr.

*Artikel 10* - Artikel 33 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 33 - De werknemers onder een voltijdse arbeidsovereenkomst genieten van een gemiddeld minimummaandinkomen, gelijk aan de volgende bedragen, tegenover het indexcijfer 121,48, spilindex van de stabilisatieschijf 119,10- 123,91 :

21 jaar en meer : 43 507 fr.  
20jaar : 42 040 fr.  
19jaar : 39 528 fr.  
18jaar : 37 059 fr.  
17jaar : 34 570 fr.  
16jaar : 31 661 fr.

**Op 1 juli 1999 en op 1 juli 2001 worden deze bedragen telkens verhoogd met 500Fr. (21 jaar en meer), 485 Fr. (op 20 jaar), 455 Fr. (op 19 jaar), 425 Fr. (op 18 jaar), 395 Fr. (op 17 jaar) of 365 Fr. (op 16 jaar)**

01

ongeacht de op die momenten **geldende** indexschijven.

Voor de werknemers met een onvolledige dienstbetrekking, wordt het gemiddeld minimummaandinkomen, zoals in het vorig lid bepaald, berekend in verhouding tot de wekelijkse duurtijd van de arbeidsprestaties."

*Artikel 11* - Artikel 46 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 46 - Elke werknemer heeft mits naleving van de voorwaarden en modaliteiten bepaald in artikel 48, recht op een beroepsloopbaanonderbreking om familiale redenen overeenkomstig artikel 100 en volgende van de wet van 22 januari 1985.

Voor de werknemers behorende tot de categorieën I, II, II bis en III voorzien in Hoofdstuk II (Classificatie) van deze collectieve arbeidsovereenkomst dient het recht op beroepsloopbaanonderbreking **niet** gemotiveerd te worden door **familiale** redenen.

Onder familiale redenen wordt begrepen :

- de opvoeding van een afstammeling van lage leeftijd die deel uitmaakt van het gezin;
- een ernstige ziekte of ongeval met langdurige immobilisatie tot gevolg van een afstammeling in rechte lijn, de echtgeno(o)t(e) of een ascendent in rechte lijn die hetzij onder hetzelfde dak, hetzij **alleen** woont en in België verblijft.

Deze beroepsloopbaanonderbreking moet de werknemer in de gelegenheid stellen zelf deze persoon te verzorgen **wanneer hij geen andere mogelijkheid heeft.**

Het recht op beroepsloopbaanonderbreking dient in geen enkel geval te worden toegekend aan werknemers die zich er niet toe verbinden gedurende hun beroepsloopbaanonderbreking geen enkele activiteit als loontrekkende of als zelfstandige te zullen ontplooiën.

De duur van de beroepsloopbaanonderbreking bedraagt minimum zes maanden (3 maanden in geval van verlenging van het postnataal verlof) en maximum 5 jaar.

De werknemer in beroepsloopbaanonderbreking dient vervangen te worden en wel door een werknemer die beantwoordt aan de voorwaarden gesteld door de hogervermelde wetgeving inzake beroepsloopbaanonderbreking."

*Artikel 12* - Artikel 58 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 1997 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden,

69

gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken (geregistreerd onder nummer 46782/co/311) wordt vervangen door de volgende tekst :

**“Art.58** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd, behalve voor wat betreft artikel 46, 2de alinéa, 47, 48, en 49 van onderhavige overeenkomst die voor bepaalde duur gelden tot **31 december** 2001.

Ze kan opgezegd worden door elk van de ondertekenende partijen bij aangetekend schrijven, gericht aan de Voorzitter van het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken, dat uitwerking heeft drie maanden na ontvangst.”

### **HOOFDSTUK III - SLOTBEPALINGEN**

*Artikel 13* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1999 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd of herzien op verzoek van de meest gereede partij, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken en aan de ondertekenende organisaties.